

Burundi : réactions contrastées à l'annonce de Pierre Nkurunziza

Deutsche Welle, 07.06.2018 Burundi : Pierre Nkurunziza ne sera pas candidat en 2020 – réactions Le président burundais Pierre Nkurunziza a annoncé qu'il ne briguerait pas de nouveau mandat en 2020. Une annonce surprenante faite à l'occasion de la cérémonie de promulgation de la nouvelle constitution à Gitega.

Dans le camp au pouvoir, on se réjouit de ce coup médiatique. Mais l'opposition et la société civile n'y croient pas. "Notre mandat s'achève en 2020", a lancé tout de go Pierre Nkurunziza devant un parterre d'invités : diplomates accrédités dans le pays, les officiels burundais et des milliers de partisans. Dans son discours prononcé en kirundi, la langue nationale du pays, le président burundais a rappelé avoir promis lors de son investiture en 2015 de ne pas se maintenir au pouvoir après l'expiration de son actuel mandat. "C'est un homme de parole. Quand un homme de parole parle, il est sincère. Non. La révision de la Constitution, ça n'a rien à voir avec le président. Parce que la constitution, c'est une loi qui reste et est applicable par le président actuel et le président qui va venir", a déclaré la DW Gaston Sindimwo, le premier vice-président du Burundi. L'annonce du président burundais n'a étonné pas, le porte-parole de la principale plate-forme de l'opposition en exil, le CNARED. "On ne peut pas se racheter en enterrant un pacte de cohabitation comme l'accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation. S'il avait été mieux inspiré, il n'aurait pas apposé sa signature à cette constitution de tous les dangers, à cette constitution qui est une déclaration de guerre au peuple burundais. C'est uniquement pour la presse, pour gagner du temps. Au niveau du CNARED, c'est un non-votement", soutient Pancras Cimpaye. La promulgation de la nouvelle constitution est par ailleurs également annoncée par Louis Michel. "C'est grotesque. Ça ne répond à aucun état de droit. Mais il y a longtemps déjà que le président Nkurunziza a fait sortir son pays et le système de l'état de droit. Les droits humains ne sont pas respectés. Il y a des gens qui sont massacrés et qui sont tués. Il n'y a pas de démocratie au Burundi. Et en plus, il ne respecte pas les accords d'Arusha" estime le député du groupe Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe au Parlement européen. Pourtant, l'adoption de la nouvelle constitution donne théoriquement la possibilité au président Nkurunziza de se maintenir au pouvoir jusqu'en 2034. Beaucoup d'observateurs continuent de s'interroger sur ce qui se cache derrière cette déclaration inattendue du président burundais. L'annonce du président burundais a surpris plus d'un au Burundi ailleurs. À ce sujet, la rédaction a recueilli la réaction de Gaston Sindimwo, le Premier vice-président du Burundi. Pour Gaston Sidimwo, cette décision était prévisible parce que la loi l'a interdit. DW : Et est-ce que le président ne va pas changer d'avis parce que l'opposition ne croit pas du tout en sa parole ? Gaston Sindimwo : Ça serait l'affaire. Le président, il a fait son discours, c'est qu'il ne croit pas et n'a rien à faire ce qu'ils veulent. DW : Il ne va pas en 2020 ? Gaston Sindimwo : C'est un homme de parole, quand un homme de parole parle il est sincère. DW : Et qu'il aura servi alors la révision constitutionnelle s'il ne devait pas être candidat en 2020 ? Gaston Sindimwo : Non, la révision de la constitution, ça n'a rien à voir avec le président parce que la constitution, c'est une loi qui reste et qui est appliquée par le président qui est actuel et le président qui va venir. Donc, on a changé la constitution pour l'adapter à la situation du moment, à la situation réelle du moment par rapport à l'EAC et par rapport aux avancées remarquables de l'Etat burundais. DW : Oui, mais vos opposants et de nombreux acteurs de la société civile pensent que la nouvelle constitution a fait perdre le consensus obtenu en 2000 à Arusha. Gaston Sindimwo : Ce n'est pas vrai, ce sont des menteurs. Ce sont des menteurs et ce qui prenait leur force c'était que le président de la République allait être président à vie jusqu'en 2034. Donc, cet argument vient d'être balayé, donc ils n'ont rien à dire, ils n'ont plus rien à dire. Pancras Cimpaye, le porte-parole de la principale plate-forme de l'opposition en exil, le CNARED reste pour sa part méfiant. Pancras Cimpaye : Pierre Nkurunziza, qui s'est arrangé à faire un troisième mandat en violant la Constitution, ne peut pas s'empêcher de faire la même chose en 2020. Qui peut encore croire en sa parole ? Pierre Nkurunziza, qui a préféré associer à la mort de 3000 personnes pour imposer son troisième mandat. 5% de la population burundaise a été exécuté, 10 000 burundais sont en prison pour son troisième mandat. (à) Honnêtement, comment peut-on encore avoir confiance en lui ? Ce n'est pas un homme de parole. Si tel était le cas, peut-être on l'aurait cru, sinon il y a pas moyen de croire à cette déclaration. DW : Pierre Nkurunziza n'a jamais pris de tels engagements, il n'était pas obligé de le publier. À Pancras Cimpaye : Pendant trois ans, le sang a coulé. Pierre Nkurunziza est le premier responsable de la fragilité du peuple burundais. Pourtant, ses collègues et amis l'avaient conseillé, l'avaient dissuadé pour qu'il ne fasse pas de troisième mandat, mais il l'a fait. Et un bain de sang a coulé sur le peuple burundais. Aujourd'hui, aujourd'hui le président ferme hermétiquement, définitivement les négociations d'Arusha, pour faire des référendums pour promulguer une Constitution liberticide. Une Constitution qui enterme l'accord d'Arusha. Un homme qui enterme l'accord d'Arusha pas digne de confiance. (à) DW : Peut-être que Pierre Nkurunziza a pris en compte toutes vos revendications parce que l'opposition a toujours exigé qu'il se retire du pouvoir à l'issue de ce mandat que vous avez qualifié d'illégal. S'est-il racheté ? À Pancras Cimpaye : On ne peut pas se racheter en enterrant un pacte de cohabitation comme l'accord d'Arusha qui appelle à la réconciliation. Si tel était son état d'esprit, s'il avait de très bons sentiments aujourd'hui, il n'allait pas poser une signature à cette constitution de tous les dangers, à cette constitution qui est une déclaration de guerre au peuple burundais. S'il avait de bons sentiments, il devait remettre à l'honneur l'accord d'Arusha qui appelle à la réconciliation du peuple burundais. (à) DW : Donc en somme, Pancras Cimpaye, vous pensez que c'est du bluff ? À Pancras Cimpaye : C'est du bluff, c'est pour la consommation de l'opinion, c'est pour la consommation de la presse, pour qu'il gagne du temps. À Enterrer les accords d'Arusha est un geste inacceptable, c'est un geste de trahison. Un tel traître ne mérite aucune confiance. Il ne peut plus être un homme de parole. Quand il a enterré ce pacte que les Burundais avaient signé entre eux, qui avait été pris en tant que pacte de cohabitation pacifique et qui raconte les vertus de la démocratie. DW : D'accord, donc vous ne prenez pas au sérieux ses déclarations ? À Pancras Cimpaye : Pas du tout, pas du tout, pas du tout ! Ce serait une aberration que de croire en cette déclaration farfelue. DW : Mais est-ce que vous ne vous êtes tout de même pas fait avoir par le Président ? À Pancras Cimpaye : Non, je vous dirais même, pour moi c'est même un non-votement. Si le président Nkurunziza avait déclaré qu'il chérirait cette constitution

et qu'après il reprenait la constitution de 2015. Là, là on pourrait dire qu'après il est honoré.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});